

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE DE POLICE N° 2024-702 PORTANT  
REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION SUR L'AVENUE DE LA  
CHARTREUSE**

**Le Maire d'Aureilhan,**

- **Vu** la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 ;
- **Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L 2213-6 ;
- **Vu** le Code de la Route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28;
- **Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- **Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, huitième partie, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992 ;
- **Vu** l'avis favorable en date du 29 octobre 2024 de la Direction Interdépartementale des Routes du Sud-Ouest,
- **Vu** la demande de l'entreprise ETPM en date du 28 octobre 2024 pour réaliser des travaux de mise en souterrain du réseau de basse tension,
- **Considérant** que pour permettre l'organisation des travaux, assurer la sécurité des usagers et des personnes chargées de l'exécution des travaux, il y a lieu de réglementer le stationnement et la circulation selon les dispositions suivantes ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

La circulation sera temporairement réglementée sur l'avenue de la Chartreuse, dans sa portion comprise entre l'avenue Jean Jaurès et la rue des Pyrénées, du lundi 04 novembre 2024 au vendredi 08 novembre 2024 inclus, de 08h00 à 17h00, dans les conditions définies ci-après.

**Article 2 :**

L'avenue de la Chartreuse sera fermée à la circulation.

Le stationnement sera interdit.

Tout stationnement sera considéré comme gênant (article R 417-10 du code de la route).

Une déviation sera mise en place comme suit :

- Avenue Jean Jaurès

- Rue des Pyrénées

**Article 3 :**

Les droits d'accès des riverains seront sauvegardés autant que possible, sous réserve des contraintes techniques ou de sécurité.

**Article 4 :**

La signalisation réglementaire sera conforme au livre I - 8<sup>ème</sup> partie sur la signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel du 6 Novembre 1982.

La signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge de l'entreprise ETPM (mise en place, entretien et dépose) et sous sa responsabilité.

L'arrêté sera également affiché aux extrémités du chantier.

**Article 5 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6 :**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publicité sous format dématérialisé sur le site de la Ville.

**Article 7 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification, ou dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la décision explicite ou implicite de rejet opposé au recours gracieux effectué.

**Article 8 :**

Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à :

- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;
- M. le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours ;
- M. le Directeur de l'entreprise ETPM.
- M. le Directeur du SYMAT.

Fait à AUREILHAN, le 31 OCT. 2024

**La Maire-Adjointe,  
Déléguée à la sécurité,**



**Frédérique BELLARDI**

